Les partis, les syndicats et la révolution prolétarienne

À l'heure où le capitalisme, pris dans l'étau de ses propres contradictions, cherche désespérément l'issue qui doit le sauver de la mort qui le menace, le prolétariat, manœuvré par les politiciens, manifeste une impuissance tellement surprenante à lutter contre le régime qui l'exploite et l'affame qu'on en vient à se demander d'où peut bien provenir la cause d'un tel phénomène.

Pour les communistes d'avant-garde, la question a déjà été résolue depuis longtemps. Pour eux, cette cause n'est nullement à rechercher, comme l'affirment les syndicalistes et les politiciens de métier, dans le manque d'unité organisatoire de la classe ouvrière, mais dans la forme même et le contenu idéologique des organisations de cette dernière.

Nous avons toujours entendu dire, jusqu'ici, que les ouvriers organisés représentent la partie consciente du prolétariat. D'aucuns même vont jusqu'à affirmer qu'un ouvrier organisé est un révolutionnaire. Tout cela n'est pas bien sûr et mérite d'être examiné et discuté. Je ne pense pas, en effet, qu'un ouvrier est révolutionnaire parce qu'il est syndiqué. En général, l'ouvrier adhère à un syndicat, non point parce qu'il est révolutionnaire, mais tout simplement parce qu'il espère ainsi défendre mieux son bifteck. Nous entendons dire également que les syndicats sont un moyen de lutte, une *arme* entre les mains du prolétariat, contre le capitalisme, pour son abolition ; et que si l'on pouvait s'entendre pour réaliser *l'unité syndicale*, les plus grands espoirs seraient permis.

Eh bien, non ! pour un marxiste révolutionnaire conséquent, les syndicats n'ont jamais été que des organes de revendications économiques qui ont eu leur raison d'être dans

la *période d'essor* du capitalisme, mais qui ne l'ont plus à présent dans la *période de déclin*, de crise permanente de ce dernier. Aujourd'hui, les syndicats, non seulement ne sont pas ce qu'ils n'ont jamais été, c'est-à-dire des organes de lutte contre le système capitaliste, *pour son abolition*, mais ils ne sont même plus des organes de revendications économiques. Tout au contraire, ils sont devenus (et même, on pourrait dire qu'ils l'ont toujours été, comme on le verra plus loin), dans la période présente des *organes de compromis* qui permettent au capital, chaque fois que ses bénéfices sont en danger, de se tirer d'affaires en faisant accepter aux ouvriers, par l'intermédiaire de leurs chefs, une diminution de salaires ayant pour but de sauvegarder plus ou moins intégralement ces bénéfices. Ainsi, nous pouvons même dire que le syndicalisme n'est pas seulement un moyen de compromis, mais aussi et surtout un moyen de conservation et de stabilisation du régime qu'il prétend combattre et abolir.

Cependant, comme il est à prévoir que de telles affirmations ne manqueront pas de faire sursauter les permanents du syndicalisme et de la révolution, nous allons faire parler un peu K. Marx lui-même. (Toutes les citations que l'on va lire sont tirées de l'ouvrage de K. Marx : « Travail salarié et capital, salaires, prix et profits », publié par les E.S.I.).

Tout d'abord, il faut que l'on s'imprègne bien de ceci (car cela vaut pour les périodes de crise qu'a eu à traverser le capitalisme jusqu'ici, et à plus forte raison pour aujourd'hui) : « L'employeur ne peut employer les ouvriers parce qu'il ne peut vendre son produit. Il ne peut vendre son produit parce qu'il n'a pas de preneurs. Il n'a pas de preneurs parce que les ouvriers n'ont rien à échanger que leur travail ».

Voilà pour comprendre la nécessité, pour le capitaliste, de jeter en période de crise une partie de ses ouvriers à la rue. Et nous savons que les syndicats ne se sont jamais opposés à cela. En outre, sans se préoccuper des ouvriers jetés à la

rue, ils jouent la compromission pour faire accepter à ceux qui sont restés à l'usine la diminution des salaires devenue nécessaire au maintien du régime capitaliste. Ceci dit pour que l'on comprenne mon affirmation de plus haut sur le syndicalisme, moyen de conservation et de stabilisation du régime capitaliste.

Plus loin, Marx dit, à propos de la lutte pour des augmentations de salaires : « En contrecarrant les efforts du capital par la lutte pour des augmentations de salaires qui correspondent à la tension croissante du travail, l'ouvrier ne fait que s'opposer à la dépréciation de son travail et à la paupérisation de sa classe ».

Qu'on comprenne bien à quoi rime en fin de compte la fameuse augmentation de salaires. Et il s'agit d'*au-mentation*, c'est-à-dire de ce que l'on a coutume de présenter à l'ouvrier qui a fait la grève pour l'obtenir (quand il y réussit !) comme une grrrande victoire... Marx dit encore : « Pendant la phase de baisse des prix du marché et la phase de crise et de stagnation, l'ouvrier, s'il ne perd pas toute occupation, doit s'attendre d'une façon tout à fait certaine à une diminution de salaire. Pour ne pas être dupé, il lui faudra même, en cas de pareille baisse des prix du marché, se disputer avec le capitaliste pour savoir dans quelle proportion une diminution des salaires est devenue nécessaire ». Et un peu plus loin : « Dans 99 cas sur 100, ses efforts (de la classe ouvrière) pour relever les salaires ne sont que des tentatives pour maintenir la valeur donnée au travail... car... la tendance générale de la production capitaliste n'est pas d'élever le salaire normal moyen, mais de l'abaisser ».

Et voici la conclusion : « Les syndicats agissent utilement en tant que centres de résistance aux empiétements du Capital, ils s'avèrent en partie inefficaces par suite de l'emploi peu judicieux qu'ils font de leur puissance. Ils manquent généralement leur but (but qui est, comme on vient de le voir, de s'opposer par la grève à toute aggravation de la misère

ouvrière) parce qu'ils se bornent à une guerre d'escarmouches contre les effets du régime existant, au lieu de travailler en même temps à sa transformation et de se servir de leur force organisée comme d'un levier pour l'émancipation définitive de la classe travailleuse, c'est-à-dire pour l'abolition définitive de la classe travailleuse, c'est-à-dire pour l'abolition définitive du salariat ».

Voilà ce que Marx disait il y a déjà près d'un siècle. On sait que, depuis, le rôle des syndicats n'a jamais changé. Cependant, aujourd'hui, le capitalisme n'est plus ce qu'il était il y a un siècle, c'est-à-dire un enfant plein de vie : c'est un vieillard décrépit, qui n'est plus capable d'assurer son existence, et qu'il est devenu nécessaire d'abattre, car c'est de sa mort, désormais, que dépend le salut de l'humanité.

On comprendra à présent pourquoi *l'unité syndicale* ne pourrait rien apporter à la classe ouvrière si jamais elle venait à se réaliser. L'heure n'est plus aux revendications au sein d'un régime qui a fait son temps. La classe ouvrière n'a plus rien à attendre de lui, car *il ne peut plus rien lui donner*. Et ce que Marx avait prédit s'est réalisé : « ... l'existence de la bourgeoisie est, désormais, incompatible avec celle de la société »... « ... la bourgeoisie est incapable de remplir son rôle de classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi suprême, les conditions d'existence de sa classe. Elle ne peut plus régner, parce qu'elle ne peut plus assurer à son esclave (le prolétariat) même une existence compatible avec son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui. La société ne peut plus vivre sous sa domination ». (Voir le Manifeste Communiste).

Dès lors, il nous faut reconnaître que les syndicats, en tant qu'organes de revendications économiques, n'ont plus leur raison d'être. Aujourd'hui, la classe ouvrière doit lutter directement pour l'abolition du capitalisme, et les syndicats

sont absolument incapables de mener cette lutte. Toutes les grèves, englobant même la totalité des ouvriers d'une industrie donnée sont, désormais, vouées d'avance à un échec certain. Les ouvriers seront toujours forcés d'accepter, d'une manière ou d'une autre, les diminutions de salaire que la nécessité commande au capital de leur imposer quand il se trouve pris dans ce dilemme : fermer les portes des usines pour ne pas travailler à perte, ou bien diminuer les salaires pour pouvoir continuer la production. Nous n'insisterons pas là-dessus : toutes les grandes grèves de ces dernières années, sans parler de celles toutes récentes, sont là pour nous éclairer.

Or, nous savons que ce langage ne convient nullement aux partis qui se réclament de la révolution prolétarienne, pas plus qu'aux syndicats, qu'ils soient réformistes ou révolutionnaires.

En effet, partis et syndicats sont parfaitement d'accord sur ce point : enchaîner l'esprit de l'ouvrier, l'empêcher de parler. En sorte que l'ouvrier, dès qu'il entre dans l'une ou l'autre de *ses organisations* de classe (parti et syndicat), doit cesser de penser : ses chefs pensent pour lui ; ils lui diront *quand*, *pourquoi* et *comment* il lui faudra agir. Tout cela sous le couvert de la démocratie et de l'auto-critique, bien entendu.

L'ouvrier n'est pas le maître dans son organisation : celle-ci le domine avec son appareil bureaucratique, composé de fonctionnaires permanents, avec ses régiments, ses statuts et ses mots d'ordre. Or, il faut que l'ouvrier soit libre d'exprimer sa propre pensée toujours en révolte contre ceux qui l'exploitent ; il faut qu'il ait les mouvements libres. L'ère des compromis avec la bourgeoisie doit cesser, car, dans la période actuelle du capitalisme en déclin, un compromis ne pourra se faire qu'au désavantage de la classe ouvrière. Et nous savons que celle-ci ne peut plus descendre plus bas dans sa misère et qu'en outre, « dans la lutte purement

économique : c'est le Capital qui est le plus fort » (Marx).

La lutte passive par la grève ne répond plus aux conditions objectives de l'heure présente. Du terrain économique, la lutte doit être transportée sur le terrain social. Et, pour mener efficacement la lutte sur ce dernier terrain, les syndicats sont tout à fait impuissants. Les ouvriers ont pour devoir de les détruire et de les remplacer par leurs organes propres qui leur permettront de décider eux-mêmes de l'action. Ces organes, on les connaît : ce sont les conseils d'usine.

Les conseils d'usine serviront de base pour la lutte directe, décisive contre la bourgeoisie, pour la suppression de son système économique. Ils seront en même temps que la base les leviers de la révolution prolétarienne.

Chacun connaît aujourd'hui le rôle contre-révolutionnaire joué par les syndicats chaque fois que le capitalisme s'est trouvé en danger de mort. Chacun sait que ce rôle continue encore à l'heure actuelle et que chaque fois que les masses passent à l'action, c'est contre la volonté de leurs chefs qui, soulignons-le, s'empressent aussitôt de les ramener à la raison (c'est-à-dire à la soumission au capital) par tous les moyens, – y compris la force, bien entendu.

La révolution prolétarienne a toujours été assassinée avec l'aide des syndicats. La guerre impérialiste de 1914-18 a été rendue possible et put se poursuivre jusqu'au bout par la capitulation de trahison des syndicats et des partis qui les dirigeaient. Et les masses, soumises à leurs chefs, – leurs bergers, – marchèrent comme des moutons à l'abattoir.

Demain, la même chose se répétera sans doute si les masses ne comprennent pas tout de suite la nécessité pour elles d'abandonner les syndicats et de s'organiser au sein même de l'usine, en conseils, afin d'être prêtes à mener le bon combat : la lutte directe pour la destruction de l'état capitaliste et l'instauration de la dictature du prolétariat

s'appuyant sur les conseils révolutionnaires ouvriers des usines. Tous les ouvriers conscients doivent lutter contre les syndicats, organes de trahison permanente de la révolution, *pour les conseils d'usine*, organes de la révolution ; il faut qu'ils cessent d'être *la masse*, c'est-à-dire le troupeau que l'on mène comme on veut et où l'on veut. Chaque ouvrier doit devenir un révolutionnaire conscient, sachant ce qu'il veut et comment le prendre.

De ce qui précède, il découle forcément que l'attitude des ouvriers envers le parlementarisme doit être en rapport avec celle qu'ils doivent observer vis-à-vis des syndicats.

Chaque ouvrier devrait savoir aujourd'hui qu'il n'a plus rien à attendre de la démocratie bourgeoise qui lui a donné tout ce qui lui était possible, et qu'il lui faut lutter même de toutes ses forces pour conserver les quelques maigres libertés qu'il a réussi à arracher au cours de la période d'essor du capitalisme.

Malheureusement, il n'en est pas ainsi. « Malgré l'expérience de 60 ans de corruption parlementaire, les illusions démocratiques sont encore tenaces parmi les ouvriers français : Les masses s'imaginent que le Parlement constitue le centre effectif de la vie politique du pays, qu'il peut légiférer en toute liberté. Elles croient souvent que les élus ouvriers peuvent accomplir au Parlement une œuvre efficace par la vertu propre de leur action parlementaire » (*Humanité* du 2/9/32). Rien d'étonnant à cela. On a habitué l'ouvrier à marcher dans cette voie de la passivité réformiste, à remettre entre les mains de chefs politiques ou syndicaux la défense de ses propres intérêts. Dès lors, comment s'étonner que l'illusion parlementaire soit si profondément ancrée dans l'esprit de chaque ouvrier. Est-ce que l'aspirant-député communiste ne tient pas le même langage que n'importe quel politicien quand il ne peut en être autrement. En effet, si le communiste en sollicitant son suffrage ne promettait rien à l'ouvrier, on se demande alors quelle raison aurait celui-ci

de voter pour lui. Il est donc patent que c'est bien le parlementaire communiste lui-même qui leurre l'ouvrier et l'illusionne en lui faisant croire qu'il va pouvoir, par la vertu de ses discours à la Chambre, arracher à la bourgeoisie les réformes les plus révolutionnaires. Or, il est tout à fait évident que l'ère des réformes en régime capitaliste est, pour un marxiste tout au moins, définitivement close. La classe ouvrière n'a plus rien à attendre du régime capitaliste qui a fait son temps et qui doit être détruit par la révolution prolétarienne.

On sait que l'argument, – le seul d'ailleurs, – qu'opposent les communistes parlementaires aux communistes radicaux est celui-ci : « Se servir de la tribune du Parlement pour l'agitation dans le pays ». Cet argument est tellement pauvre que n'importe quel révolutionnaire peut le réfuter sans peine. En effet, le Parlement n'est pas le pays, et les discours qu'y prononcent les communistes ne touchent pas toujours l'ouvrier. L'agitation dans le pays doit se faire *dans le pays* précisément, partout où il y a des ouvriers (manuels ou intellectuels), dans les chantiers, les usines, les mines, etc. C'est là qu'il faut porter la parole révolutionnaire. C'est là qu'il faut appeler l'ouvrier à s'organiser en vue de la lutte directe contre le régime qui l'affame de plus en plus et le condamne à mort ; et non point devant les bourgeois du Parlement. Oui, mais alors, adieu ! la *lutte des places* que pratiquent tous les faux révolutionnaires. Les ouvriers organisés sur le lieu même du travail en Conseils cesseraient d'être la masse que les différents partis et syndicats se disputent avec tant d'acharnement. La lutte de classe serait transportée sur son véritable terrain : sur le lieu du travail, là où se trouvent les instruments de production. Car enfin, c'est bien là qu'est la base de la révolution prolétarienne, et le premier acte du prolétariat dans la révolution consiste bien à s'emparer des instruments et moyens de production ?

Qu'on ne viennent pas, pour se couvrir, brandir à nos yeux le fameux livre opportuniste de Lénine contre le communisme de gauche, car ce livre, qui est une trahison du marxisme révolutionnaire, a été réfuté depuis longtemps par H. Gorter dans sa « *Réponse à Lénine* » que les dirigeants communistes se gardent bien, et pour cause, de mettre sous les yeux des ouvriers révolutionnaires : ils ont trop peur que *la masse* ne devienne consciente et n'agisse par elle-même en se passant d'eux ; ces messieurs qui se réclament du prolétariat et de la révolution craignent comme la peste la parole révolutionnaire qu'ils étouffent par tous les moyens. En sorte qu'il n'y a plus place aujourd'hui dans les organisations soi-disant révolutionnaires pour un révolutionnaire conscient pouvant exprimer des pensées marxistes. En Russie, où ces messieurs ont le pouvoir, les ouvriers révolutionnaires, ainsi que les bolcheviks qui ont voulu rester des révolutionnaires, sont emprisonnés et déportés en Sibérie. Ils n'ont plus droit à la parole. Et cela après avoir fait la révolution. Mais n'insistons pas là-dessus, cela nous mènerait trop loin. En outre, ce n'est pas notre sujet.

Conclusion : Le monde capitaliste est croulant ; cela, personne ne le nie plus. Aucune issue pouvant permettre au système bourgeois de production de subsister : que la guerre entre les états capitalistes eux-mêmes. Déjà, les rapports entre les hommes et les classes dans la société sont modifiés et bouleversés. La guerre économique se poursuit fébrilement. Chaque état cherche à se protéger par tous les moyens contre la crise mortelle qui accable leur régime commun. Chacun s'entoure de barrières de toute sorte et prépare fébrilement la guerre de demain (dont les prolétaires, comme toujours, feront les frais en s'entre-massacrant), celle qui doit permettre au régime de, subsister encore quelques petites années. Dans cette situation, le prolétariat est de plus en plus écrasé et réduit à l'impuissance. La misère s'accroît journellement dans les foyers. Des millions de chômeurs vivent dans une situation effroyable. La production bourgeoise les a

définitivement rejetés de son sein : ils n'ont plus droit à la vie. Comme des chiens abandonnés, ils doivent chaque matin courir les placements et, dans la journée, flairer les grands restaurants et autres soupes populaires. D'autre part, ceux qu'un sort plus heureux a maintenus au travail ne semblent guère se soucier de leurs frères malheureux. Pour conserver leur place, ils sont prêts à toutes les compromissions avec le Capital : ce sera toujours mieux que de rejoindre l'armée des meurt-de-faim ! Dans ces compromissions entre le Capital et le Travail, les syndicats (qu'ils soient d'une centrale ou d'une autre, réformistes ou révolutionnaires) n'ont qu'un rôle à. jouer : celui d'entremetteurs subtils. Les masses sont manœuvrées comme du bétail ; les partis et leurs syndicats se les disputent avec le plus grand acharnement : *c'est la lutte pour la conquête des masses* ; chaque parti criant haro sur le parti adverse. En sorte que la classe ouvrière, exploitée jusqu'au sang, affamée par le chômage, est réduite à l'impuissance à l'heure même où les conditions objectives sont mûres pour le combat décisif contre la bourgeoisie pour la révolution prolétarienne.

Ouvrier, ne remets plus ta cause entre les mains de chefs qui l'ont toujours trahie et la trahiront toujours ; défends-la toi-même, ta cause. Et rappelle-toi que Marx a dit : « L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ! »

[/D. Attruia (France)

(La Voix Libertaire)/]